



L'EDITORIAL DE DENIS KESSLER

## Le poison lent de Mai-68 se diffuse encore dans notre économie

**M**ai-68 est la conséquence d'une gestion désastreuse du baby-boom. Alors que la taille des générations a quasiment doublé de 1945 à 1965, notre pays n'avait rien anticipé : les maternités étaient saturées, les jardins d'enfants débordaient, on a construit des écoles et des lycées à la va-vite, et on a attendu le jour où ces générations arrivent à l'université pour s'en soucier : pas de locaux ni de profs ! La loi du grand nombre a joué. Les vingt générations nées après-guerre ont tout bousculé sur leur passage au fur et à mesure de leur vieillissement : système éducatif, marché du travail, marché immobilier, forces politiques, régimes de retraite... La chienlit, disait le général, était prévisible. Les autres pays qui ont connu le baby-boom ont aussi

les entreprises publiques multiplièrent les largesses envers leurs salariés, on réduisit le ticket modérateur de la Sécurité sociale... Les effets de Mai-68 à court terme furent très négatifs. Chute de la production, tensions inflationnistes, perte de compétitivité, déficit commercial, sortie de capitaux... La France décrocha par rapport à l'Allemagne. Refusée par le général de Gaulle, la dévaluation aura lieu en août 1969, après l'échec du référendum et l'élection de Georges Pompidou. De 11%, elle eut peu d'effet sur la compétitivité-prix de l'économie. Mai-68 a aussi pesé sur les performances de la France à moyen terme. C'est la fin du plein-emploi. Le taux de chômage double en neuf ans. Ce choc, que les autres pays européens n'ont pas connu, incite certaines

entreprises à substituer du capital au travail. Des observateurs prétendent même qu'il faut ralentir l'investissement pour lutter contre l'inflation.

### Ce mouvement a accrédité l'idée que l'économie est avant tout politique et que l'Etat peut tout.

été secoués, mais aucun autant que la France ! Beaucoup des aspirations de ces nouvelles générations étaient légitimes, notamment les aspirations sociétales, mais, travesties dans les oripeaux d'idéologies dépassées, elles suscitèrent incompréhension et crainte. Rapidement récupéré par les syndicats, CGT en tête, le mouvement étudiant devint mouvement social, avec grèves, revendications et manifestations. Vite, camarades, élaborons un cahier de revendications et demandons l'ouverture immédiate de négociations ! En moins d'un mois, on conclut les accords de Grenelle. On augmenta le smig de 35% et les salaires par accord de branche, on réduisit le temps de travail, on élargit le droit syndical,

Le premier choc pétrolier et la fin de la convertibilité du dollar en août 1971 vont accentuer les déséquilibres issus de Mai-68, les déficits publics et sociaux devenant une composante structurelle de la France. Mais c'est à long terme que Mai-68 a le plus d'effets négatifs. Ce mouvement a accrédité l'idée que l'économie est avant tout politique, que les notions d'équilibre sont idéologiques, que l'Etat peut tout, notamment forcer la main aux entreprises. Manifestations de rue et réunions au sonnet entrent dans la mythologie sociale. C'est au niveau interprofessionnel, pas à celui de l'entreprise, que l'on obtient le plus de concessions. Le secteur public devient le fer de lance des avancées

sociales. En mars 1971, le PS sort son programme « Changer la vie » et le PCF le sien, « Changer de cap ». En juin 1972, le programme commun voit le jour : il amplifie les accords de Grenelle. En avant l'abaissement de la durée du travail et de l'âge de la retraite, les revenus de remplacement, les remboursements de la Sécu, la hausse du smig et des salaires, l'extension du secteur public, les nationalisations, les statuts, les syndicats.

Il faut relancer la consommation par les déficits et l'endettement public, avec un contrôle des changes et une dose de protectionnisme. Pour y arriver, il faut conquérir le pouvoir politique. C'est fait en 1981, avec les 110 propositions de François Mitterrand. Un programme dépassé, conçu au terme des Trente Glorieuses et appliqué au milieu des trente piteuses. Erreur funeste, payée cash : trois dévaluations, des déficits records, une forte poussée de l'inflation, une nouvelle hausse du chômage et des prélèvements obligatoires... Au même moment commençaient les révolutions libérales reaganienne et thatchérienne, allant dans le sens opposé à celui de notre pays ! Le poison lent de Mai-68 continue à produire ses effets délétères, heureusement tempérés par la discipline européenne. Le retard économique accumulé depuis cinquante ans est difficile sinon impossible à rattraper. Et les générations du baby-boom ont toujours vécu à crédit, comme en témoignent les 2000 milliards de dette publique. Dire que certains rêvent d'un remake : Mai-68 « II » ! Et n'oublions pas que, depuis ce temps, les étudiants font face au chômage de masse, les diplômés ont été dévalorisés, et l'université s'est paupérisée. Et la France continue, comme il y a cinquante ans, à mal préparer l'avenir de sa jeunesse. ■